

7 jours en politique

LAURENT BERGER ■ Le secrétaire général de la CFDT dit tout le mal qu'il pense de la réforme de l'assurance chômage

« C'est une logique de l'individu »

« Une société se juge sur la manière dont elle traite les plus faibles ». De ce point de vue-là, le compte n'y est pas pour le leader de la CFDT, qui ne cache pas sa colère depuis qu'il a pris connaissance de la réforme de l'assurance chômage.

INTERVIEW

Florence Chédotal
florence.chedotal@centrefrance.com

■ **Vous ne semblez pas décoller depuis l'annonce de la réforme de l'assurance chômage. Où prend racine cette colère ?** Elle prend racine d'abord collectivement car la CFDT s'est toujours battue pour un accompagnement vers le retour à l'emploi et une indemnisation qui permette de vivre dignement. De profession, je suis conseiller en insertion professionnelle. J'ai donc accompagné des demandeurs d'emploi de longue durée, dont des allocataires alors du RMI. Je peux vous dire qu'il est facile de stigmatiser, mais c'est tout autre chose de le vivre. Je juge cette réforme profondément injuste. La colère ne doit pas être un état permanent, je n'utilise pas ce mot couramment, mais ici on touche à une conception de la solidarité et je sais quel impact brutal cette réforme aura sur les personnes concernées.

■ **Quelles seront, selon vous, les premières victimes ?** Tous ceux qui ne pourront plus accéder à l'assurance chômage en raison de l'allongement de 4 à 6 mois travaillés sur les 24 derniers mois. Cela touchera 240.000 personnes. Je pense aux jeunes, les premiers concernés, ceux qui, je le rappelle, n'ont pas droit au RSA. Les personnes alternant des contrats courts avec des périodes de chômage verront aussi leurs indemnisations baisser. Le seuil de rechargement des droits a été modifié : certains ne pourront plus en bénéficier, dont des saisonniers. Au total,



LAURENT BERGER. « Je suis fier du combat que l'on mène à la CFDT. Découragé ? Sûrement pas ! » PHOTO AFP

ce sont plus d'un million de personnes qui vont basculer dans la précarité. On peut aussi regretter la stigmatisation des cadres, avec une dégressivité des allocations dont on n'a jamais prouvé qu'elle générerait un retour à l'emploi. Surtout quand on connaît la faible employabilité des cadres de plus de 50 ans.

■ **Vous regrettez que le sort des chômeurs n'émeuve pas l'opinion. Un symptôme de notre société ?** Le consentement à la solidarité, tout

comme à l'impôt ou au versement de cotisations aux systèmes mutualisés, est en recul sous l'effet d'une logique de l'individu. Nos systèmes sociaux sont basés sur la solidarité, sur le modèle des pays nordiques. À travers cette réforme, on sent la tentation anglo-saxonne, avec cette idée, fautive, que tout le monde peut faire à égalité, quel que soit son parcours de vie. On met alors juste un filet de sécurité, le plus bas possible. Deux logiques dominent : une

budgetaire, qui va être à l'origine d'injustices et cette idée que si on est au chômage, c'est qu'on l'a bien cherché. On considère que la situation économique des plus fragiles est de leur responsabilité et qu'ils abusent. J'ai bien vu parmi les conclusions du grand débat que 53 % des contributeurs souhaitent qu'on baisse les allocations sociales. Je ne veux pas être taxé de naïf. Oui, il y a des droits et des devoirs pour chacun. Oui, il faut respecter des équilibres

budgetaires. Mais une société se juge sur la manière dont elle traite les plus faibles. Ici, c'est une société de l'individu, pas du collectif.

■ **C'était quoi la bonne réforme à faire ?** Il n'y avait pas la nécessité d'en faire une. Avec la baisse du chômage, l'équilibre annuel de l'Unédic revenait en 2020. Nous avons déjà réformé en 2016 avec des économies à la clé. Une bonne réforme permet de maintenir des droits pour

« Cette idée, fautive, que tout le monde peut faire à égalité

les plus précaires et renforce l'accompagnement. Sur ce dernier point, il y a des progrès, il faut le reconnaître, même si on peut encore mieux faire.

■ **Les syndicats ont perdu la main sur cette réforme et ne parviennent pas à s'unir pour riposter. Décourageant, non ?** Si on a perdu la main, c'est en raison, entre autres, d'une lettre de cadrage impossible, on le sait. Pour le reste, nous avons une conception différente de celle de la CGT sur l'Unédic, qu'elle voudrait étatique. Ce qui n'est pas dans l'intérêt des travailleurs, selon la CFDT. Bien sûr, cette réforme va se faire. Mais une démocratie aura toujours besoin de contre-pouvoirs, de voix qui s'élèvent. Je suis fier du combat que l'on mène à la CFDT. Découragé ? Sûrement pas !

■ **Avez-vous des inquiétudes sur la réforme des retraites qui se profile ? L'âge d'équilibre, ça vous inspire quoi ?** L'âge d'équilibre, c'est une réforme paramétrique. On nous a promis une réforme qualitative pour rééquilibrer les inégalités qui touchent les femmes, ceux qui ont commencé tôt, ceux qui subissent de la pénibilité, donc je ne désespère pas d'avoir cette réforme promise. Sinon, on nous entendra encore. ■

GRAIN DE SEL

La vie politique ne s'arrête jamais, jusqu'à donner le tournis. Les Européennes à peine passées, les réformes relancées comme celle de l'Assurance chômage ou celle, plus mollement toutefois, des retraites, voilà les partis qui ont les deux yeux désormais rivés sur les municipales de 2020. L'effondrement des vieux partis de gouvernement le 26 mai a provoqué un fort émoi dans leurs bastions municipaux avec une perte de sang-froid et un sentiment de sauve-qui-peut souvent pathétique comme chez ces maires LR en mal de réélection.

Cet énième épisode de la recomposition politique du pays et ce chamboulement-tout fait le jeu de La République en Marche, sans réseaux locaux, comme on l'a vu lors de la crise des Gilets jaunes et en recherche d'un ancrage fort dans les territoires pour appuyer et assurer la réélection d'Emmanuel Macron en 2022. 72 maires LR modérés ont rapidement attrapé la main tendue par les Marcheurs accentuant l'implosion de leur camp tandis que d'autres grands maires républicains comme ceux de Toulouse, Nice ou Bordeaux attendent l'onction macronienne.

Même s'il clame haut et fort qu'il ne s'occupe nullement des investitures aux municipales, pas plus à Paris qu'ailleurs, Emmanuel Macron est bien sûr à la manœuvre et ce sera encore lui qui tirera toutes les ficelles, bien aidé par deux récentes recrues à l'Élysée, féru de carte électorale, le Dordognot Jérôme Peyrat, ancien conseiller de Chirac et Sarkozy pour le côté droit et l'ancien socialiste Maxence Barré pour le côté gauche. Une façon de montrer que le président, en raison de la faiblesse de son parti dans les régions, est obligé de tout faire lui-même.

Y compris d'envoyer son épouse à Marseille pour la succession compliquée de Gaudin avec le risque du RN et à Lyon pour rabibocher Collomb et Kimelfeld, les deux frères ennemis, de la capitale du macronisme. Faute de ressources humaines connues et suffisantes, les Marcheurs vont être obligés de passer des alliances à droite et à gauche dans des odeurs de tambouille dignes de l'ancien monde. Néanmoins, on peut se demander si l'affolement d'élus prompts à répondre aux sirènes de LREM est raisonnable. Car un maire sortant qui se représente après avoir travaillé dans l'intérêt général et qui passe bien auprès des habitants est presque imbattable.

Claude Lesme